

*Questions orales*

**M. Lalonde:** Cependant, comme le député le sait, la décision n'est pas prise par le ministre des Finances, mais bien par le premier ministre.

En ce qui a trait au manque de confiance, je crois pour ma part que ce sont surtout les conservateurs qui manquent de confiance dans notre pays et en eux-mêmes.

En fait, mon collègue devra m'expliquer comment il se fait que les devises européennes perdent du terrain par rapport au dollar américain chaque mois depuis deux ans.

**M. Crosbie:** Ce qui nous intéresse c'est la devise canadienne et vous êtes le ministre des Finances du Canada.

**M. Lalonde:** Il devra également nous expliquer pourquoi la devise canadienne se comporte généralement mieux que les devises européennes depuis deux ans. Il devra y réfléchir et trouver une explication.

\* \* \*

**L'EMPLOI****LES BUREAUX DE LA MAIN-D'ŒUVRE DE DUNNVILLE ET DE WELLAND, ONTARIO**

**M. Bud Bradley (Haldimand-Norfolk):** Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre de l'Emploi et de l'Immigration, mais puisqu'il est absent, je m'adresserai au ministre des Finances. Il s'agit des emplois à Haldimand-Norfolk. La municipalité de Dunnville compte à peu près 11,000 habitants et ses principales activités économiques reposent sur le textile et l'agriculture. Dunnville est située à 30 milles à l'ouest de Welland; c'est une circonscription différente, un grand centre industriel. Le bureau de la main-d'œuvre de Dunnville relève pourtant de celui de Welland.

Si l'on intègre les statistiques du chômage de Dunnville à celles de Welland, cette agglomération n'a pas droit aux programmes relatifs au textile ou à l'agriculture.

Deux entreprises ferment leurs portes dans la région de Dunnville. Le ministre fera-t-il le nécessaire pour affranchir le bureau de la main-d'œuvre de Dunnville de celui de Welland, pour que Dunnville ait droit aux programmes de création d'emplois qui répondent aux besoins de cette ville et pas à ceux de Welland?

**L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances):** Monsieur le Président, excusez-moi, mais je voudrais que le député répète sa question.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. McDermid:** Que se passe-t-il là-bas?

**M. Crosbie:** Vous êtes commotionné.

**M. le Président:** Le député pourrait-il être bref?

**M. Bud Bradley (Haldimand-Norfolk):** Monsieur le Président, j'essayerai d'être bref. Le ministre s'occupe trop de sa campagne.

J'ai signalé le problème qui se pose à Dunnville, dans ma circonscription. Le bureau de la main-d'œuvre de cette agglomération relève du bureau de Welland. Dunnville tire ses ressources du textile et de l'agriculture, mais on rattache sa population à celle de Welland, qui est un grand centre industriel;

par conséquent, Dunnville n'a droit aux programmes d'aide ni aux textiles ni à l'agriculture.

Puisque deux autres usines ferment leur porte dans la région de Dunnville, ce qui fera augmenter le chômage d'à peu près 25 p. 100, le ministre peut-il s'arranger pour affranchir le bureau de la main-d'œuvre de Dunnville de celui de Welland pour permettre aux habitants de Dunnville d'avoir droit aux programmes de création d'emplois qui répondent à leurs besoins plutôt qu'à ceux des habitants de Welland?

**M. Lalonde:** Monsieur le Président, il n'est pas surprenant que je sois incapable de répondre à la première question, qui est analogue à celle-ci, parce que cette question ne relève pas de ma compétence. Ce problème concerne la Main-d'œuvre et l'Immigration et le député aurait pu s'adresser au suppléant du ministre de l'Emploi et de l'Immigration ou au secrétaire parlementaire. C'est ainsi que l'on traite les questions à la Chambre. Elles doivent être adressées au ministre compétent.

● (1450)

**LE BESOIN D'EMPLOIS À DUNNVILLE**

**M. Bud Bradley (Haldimand-Norfolk):** Monsieur le Président, j'ai signalé que j'allais poser une question au ministre de l'Emploi et de l'Immigration mais que, puisqu'il n'était pas là, je l'adresserais au ministre des Finances, car le chômage concerne les finances. Sans argent, on ne peut pas créer de programmes. Par conséquent, je poserai ma question au suppléant du ministre.

Ce qui nous préoccupe, c'est que le gouvernement actuel a mis un million de Canadiens au chômage. Les habitants de Dunnville s'inquiètent au sujet des emplois, au sujet du chômage, et ils se demandent s'ils pourront gagner assez d'argent pour mettre du pain sur la table et nourrir leur famille. Que va faire le gouvernement pour créer des emplois pour les habitants de Dunnville et pour les régions textiles et agricoles comme celle-là?

[Français]

**M. Jean-Guy Dubois (secrétaire parlementaire du ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, concernant ce point précis dont il nous parle au niveau de sa circonscription, je prends note de la question. Quant à la situation se rapportant au textile et à l'agriculture, au niveau du ministère de l'Emploi et de l'Immigration, il existe un programme qui s'appelle Accès-Carières qui permet à des gens d'obtenir de l'aide financière pour se placer dans d'autres emplois. Quant à la situation des gens du textile et du vêtement, il existe des programmes de pré-retraire que nous avons passés par le biais du projet de loi C-172 et qui permettent à ce moment-là d'avoir une assistance. Mais les programmes au niveau d'Emploi et Immigration sont disponibles aux centres de la main-d'œuvre. J'espère que mon collègue réfère ses gens à ces endroits où nous avons l'argent nécessaire pour aider ces personnes. Quant à la spécificité de sa question au niveau des deux endroits, je prends note de la question et je ferai les vérifications nécessaires pour y répondre à la prochaine occasion.